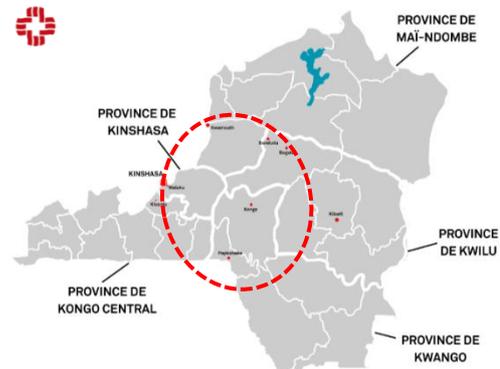


2^{ème} synthèse sur la situation sécuritaire et humanitaire du conflit foncier intercommunautaire du Mai-Ndombe

Octobre 2023

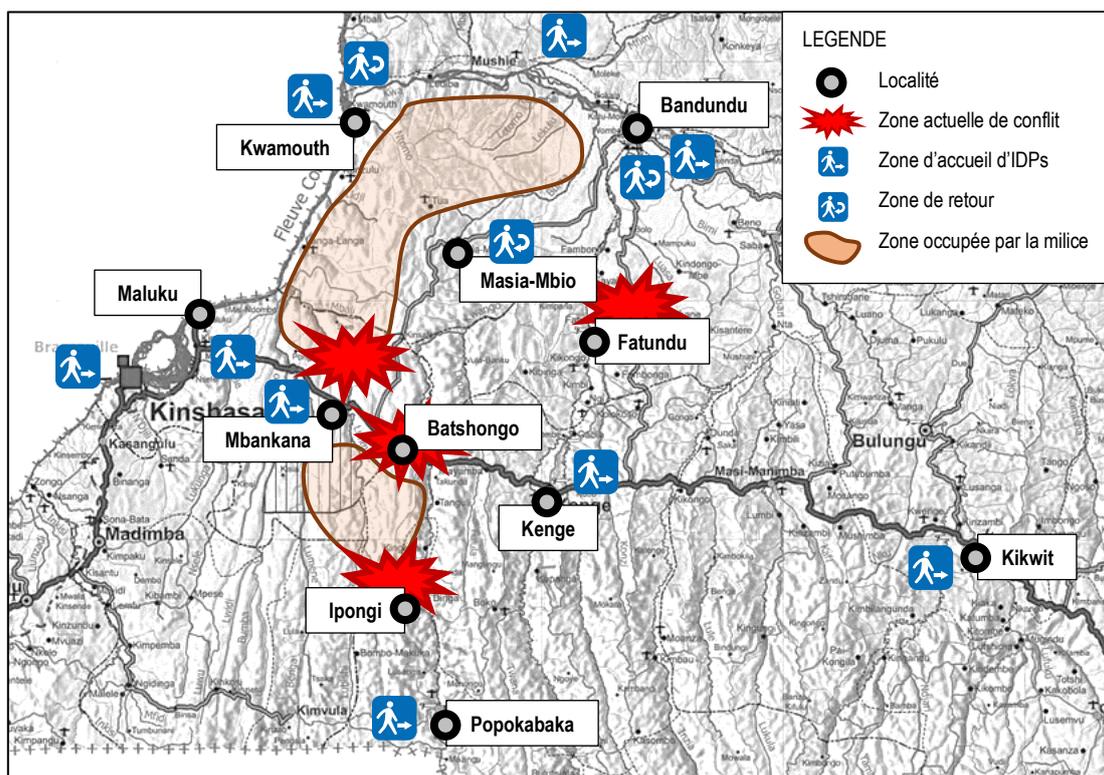
Rapport produit par Caritas International Belgique (CI.be), la Commission Diocésaine Justice et Paix de l'Archidiocèse de Kinshasa (CDJP-ArchiKin), le Service de la Diaconie de l'Archidiocèse, la Caritas Congo ASBL et MAGNA, actives dans la zone, à des fins de plaidoyer. Il couvre principalement le territoire de Kwamouth, la commune rurale de Maluku ainsi qu'une partie des provinces du Kwango et du Kwilu dans lesquels ces organisations sont actives dans la réponse humanitaire et ont mis en place des systèmes de veille et de remontée d'informations à travers le réseau de l'Eglise catholique dans les diocèses affectés. Cette synthèse fait suite à la [première note partagée le 19 juillet 2023](#).



Un rappel du contexte et de son évolution :

Depuis fin juin 2022, un conflit d'une grande violence a émergé entre les communautés Teke et les non-originares, constitués majoritairement de Yaka, autour des redevances coutumières sur le foncier dans le territoire de Kwamouth en province du Mai-Ndombe, à presque 200 km de la capitale Kinshasa provoquant une détérioration brusque de la situation humanitaire et sécuritaire. Dans les semaines qui ont suivi, des membres de la communauté Yaka, et d'autres tribus apparentées (Lunda, Suku, Mbala, etc.), se sont organisés en une milice appelée « Mobondo » en référence à des fétiches. Progressivement, l'activisme de cette milice, munie d'armes blanches, de fusils de chasse et de quelques armes militaires, s'est étendu géographiquement, touchant les provinces du Mai-Ndombe, du Kwilu, du Kwango et de la Ville Province de Kinshasa.

Les forces de sécurité congolaises, FARDC, des militaires de la garde républicaine (GR), des policiers du groupe mobile d'intervention (GMI) et d'intervention rapide (PIR), ont été déployés dans les différentes provinces et ont mené des opérations militaires et d'interpellations des personnes suspectées d'être des assaillants. Elles sont parvenues à sécuriser les principaux axes routiers, la RN-01 entre Kinshasa et Kenge et la RN-17 entre Mongata et Bandundu-ville en passant par Masia-Mbio, et axes fluviaux, le fleuve Congo et la rivière Kwa, appelée aussi Kasai.



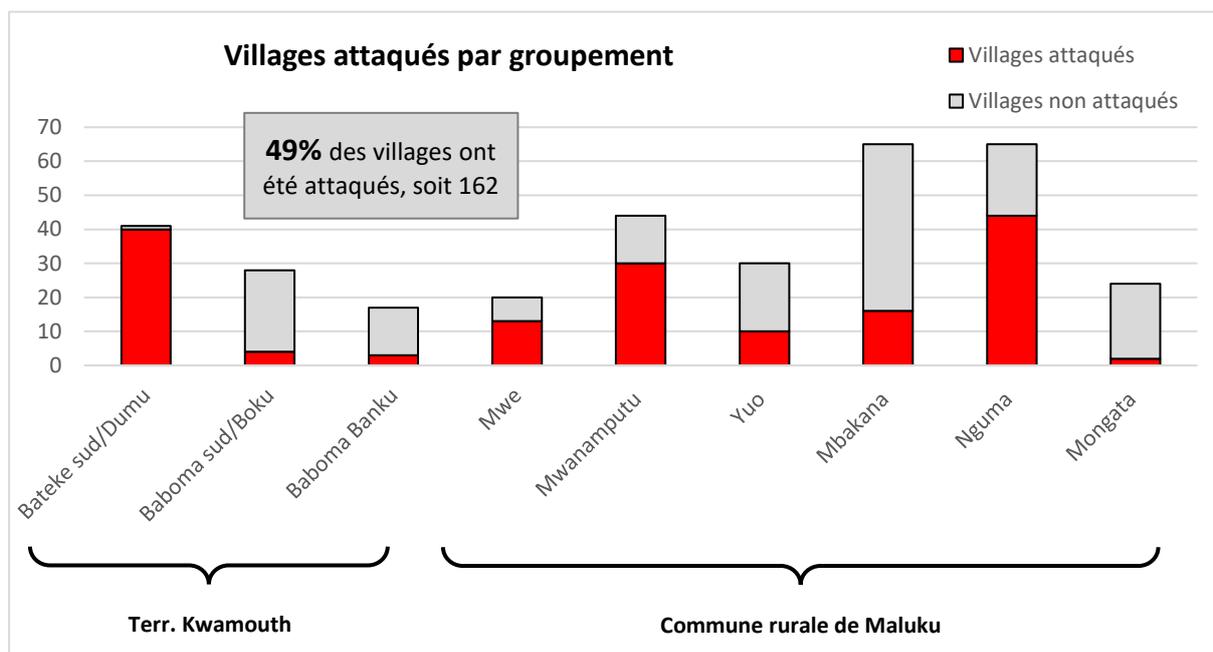
Carte représentative de l'expansion de la crise, produite par le consortium

Dans le territoire de Kwamouth et une partie de la commune rurale de Maluku, il s'observe depuis plusieurs mois un certain statu quo entre les assaillants et les forces de sécurité, chacun campant sur ses positions. Les Bateke, belligérants dans les premiers mois du conflit lors des affrontements les opposant aux communautés non-Teke, sont devenus les cibles principales de la milice, ainsi que les Bayanzi, apparentés à cette tribu. La province du Kwango en sa partie nord, le secteur de la Wamba (Fatundu) et la zone de santé de Maluku II sont encore le théâtre des attaques de la milice envers la population et des affrontements avec les forces de sécurité (dans les localités de Batshongo, Muliono, Ipongi, Mampu, Kinzono, Bondo, Dumi, Mwanamputu, Fatundu, etc.).

Mode de fonctionnement des miliciens

Dans le territoire de Kwamouth et les Zones de Santé de Maluku I et II, les miliciens, organisés en plusieurs groupes sous des commandements différents, ont conquis une bonne partie des terres par des menaces ou des attaques. Ces groupes dissidents développent leur économie de guerre, aux dépens des populations, pour subvenir aux besoins de leurs dépendants, à la formation des nouvelles recrues, ainsi qu'à leur maintien sur les terres occupées pour leur exploitation. Les miliciens ont installé leur propre administration, ils rebaptisent les villages occupés et intronisent de nouveaux chefs de terre. Ils mettent en place des tribunaux et cours martiales qui leur sont propres.

Graphique n°01 : Situation des villages attaqués en Territoire de Kwamouth et Commune Rurale de Maluku ¹



Dans la partie sud du Kwango, en terre Yaka, il s’observe une déferlante de violences et des violations des droits humains causées par les Mobondo prônant un discours de libérateur du peuple Yaka des Bateke ou des Bayanzi. Ces actes de violence et discours ne sont pas toujours bien accueillis par les populations Yaka de la contrée, comme cela fût le cas le 11 août 2023 à Ipongi, où les Mobondo se sont retrouvés face à un groupe organisé d’auto-défense.

Pour grossir leurs rangs, les assaillants recrutent de force des jeunes, dont des mineurs, qu’ils amènent dans leurs bases et forment à leurs pratiques fétichistes. D’autres jeunes se joignent volontairement à la milice, par désœuvrement, adhésion aux messages de propagande, ou appât du gain – la milice promet la prise en charge des nouvelles recrues et des indemnités pouvant atteindre 1.000 dollars US et plus. Pour subvenir à leurs besoins, les miliciens pillent et rançonnent la population, quelle que soit son origine ethnique. Les Mobondo développent des liens avec des personnes et commerçants dans les zones sous contrôle des FARDC pour leur ravitaillement. Ils traquent et tuent, souvent par décapitation, des personnes issues de la communauté Teke ou d’autres ethnies perçues comme hostiles à leurs desseins.

Les conséquences humanitaires

Les conséquences humanitaires de ce conflit sont considérables. Elles sont accentuées par des causes structurelles (croissance démographique élevée ; absence de l’autorité de l’Etat ; fort enclavement ; production agricole peu diversifiée et insuffisante ; profil économique peu diversifié et manque d’investissement ; inégalité de genre ; désœuvrement de la jeunesse

¹ Rapport de l’atelier sur l’analyse de la situation sécuritaire et humanitaire sur la crise du plateau de Bateke avec les structures ecclésiales – septembre 2023

fuyant les campagnes pour les villes ; accès difficile à des services de base de qualité, habitat précaire ; environnement et des ressources naturelles dégradés, etc) et une difficulté d'accéder par les humanitaires aux zones occupées par les Mobondo.

1. Des mouvements massifs de population



Le conflit qui a émergé dans le territoire de Kwamouth – province du Maï-Ndombe, a engendré dans ses premiers mois un premier mouvement de population vers des zones périphériques. Avec l'extension géographique du conflit, certains déplacés ont dû fuir à nouveau les menaces ou les exactions des Mobondo pour aller se réfugier dans des zones, villes et cités suffisamment sécurisées comme Kwamouth-cité, Bandundu-ville, Kenge, Kikwit, Popokabaka, le long des RN-17 et RN-01, où les forces de sécurité ont été renforcées, et même jusqu'à Kinshasa. Ces vagues de déplacés de l'année 2022 ont trouvé une stabilité relative dans ces milieux d'accueil parfois situés à plus de cent kilomètres de leur village d'origine.

Dans les zones de santé de Maluku II, Boko, Popokabaka et Kikongo, les attaques des Mobondo et les affrontements entre les miliciens et les FARDC provoquent régulièrement de nouveaux déplacements. Les habitants fuient les combats, et certains reviennent dans leur village une fois la menace passée. Ces mouvements pendulaires peuvent se produire plusieurs fois, comme cela fut le cas pour les habitants de Mbankana, Mongata, ou du quartier Dumi dans la ZS de Maluku II.

A ce jour, il est difficile de cartographier et de quantifier l'ampleur de ces mouvements. En juillet 2023, le Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) avait estimé que le nombre de déplacés s'élevait à 161.000 personnes². Dans des villes comme Kenge, Kikwit, Kwamouth-cité ou Bandundu-ville, les autorités administratives ont organisé une identification des déplacés (*voir tableau ci-bas sur les données de Kwamouth-cité*), ce qui n'est pas le cas dans les nombreux villages et cités d'accueil. A Kinshasa, les déplacés se sont fondus dans la population. L'on constate tout de même que certains déplacés, à la recherche de moyens pour subvenir aux besoins de leurs proches, ne parviennent pas à se fixer. Pour d'autres se sentant traqués par les assaillants ou les forces de sécurité, cette mobilité est un gage de sécurité. Les mouvements pendulaires et les craintes de représailles viennent complexifier ce dénombrement. Le 25 juin 2023, la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) avait annoncé le report de l'opération d'enrôlement des électeurs dans le territoire de Kwamouth pour des raisons sécuritaires, les déplacés en provenance de ce territoire ne disposent donc pas d'un document d'identité valable.

Tableau n°01 : Données sur les mouvements de population à Kwamouth-cité³.

Catégorie de personnes	Kwamouth-cité *	
	IDP 	Retournés 
Filles	548	1.694
Garçons	1.860	1.523
Femmes	2.013	1.981
Hommes	1.860	1.235
Total	6.281	6.433

² <https://unocha.exposure.co/drc-a-year-of-survival>

³ DIVAS du territoire de Kwamouth (Division des Affaires Sociales)



Dans les villages proches des grands axes (RN-01 et 17) et aux alentours de Bandundu-ville, où les forces de sécurité ont repoussé les assaillants, les ménages retournent majoritairement chez eux. En général, ces villages n'ont subi que peu de destruction. Dans les villages plus éloignés, les Bateke indiquent à nos équipes qu'ils craignent le retour dans leurs villages occupés par les assaillants.

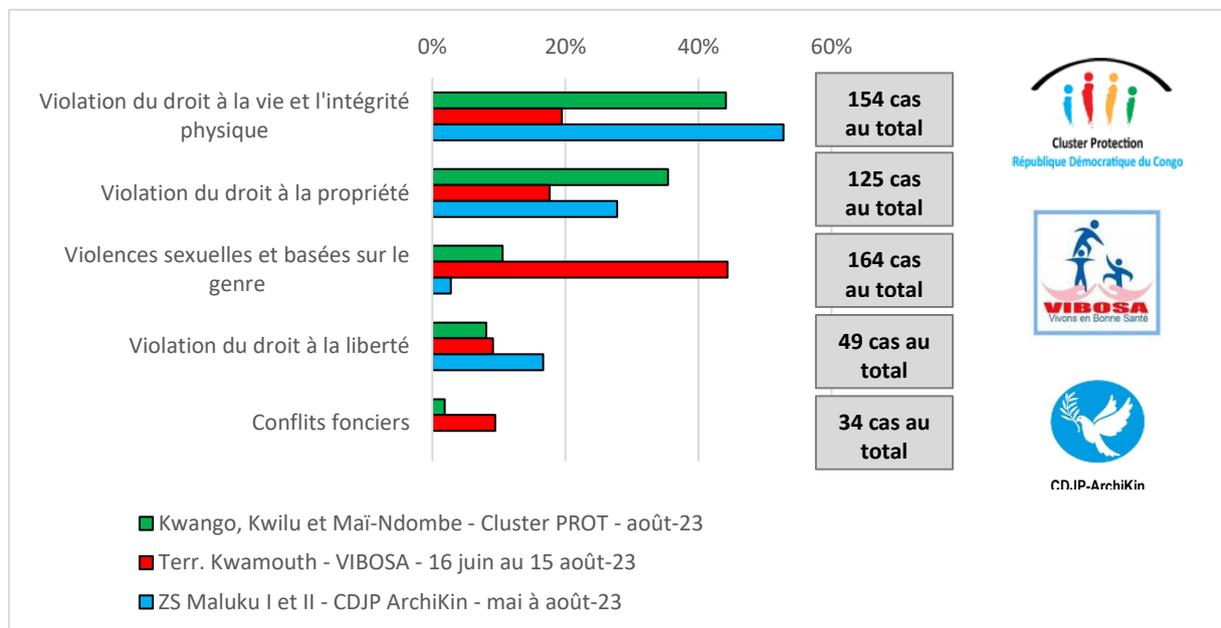
2. De multiples violations des droits humains

Les populations, nos veilleurs, nos équipes, les partenaires du cluster protection et les membres du sous-groupe de travail opérationnel sur la crise du Maï-Ndombe rapportent de multiples cas de violations des droits humains sur la population civile (meurtres, violences sexuelles, rançonnement, traitements humiliants et dégradants, recrutements forcés par les miliciens, esclavage sexuel, kidnapping, etc.) commis par les assaillants mais également des éléments des forces de sécurité.

Caritas Internationalis avec le soutien de Caritas Belgique et Caritas Congo ASBL a prononcé une déclaration à Genève le 9 octobre 2023 dans le cadre de la 54^e session du Conseil des droits de l'homme. [Le rapport du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme](#) et le [rapport de l'équipe d'experts internationaux sur la République démocratique du Congo](#) font eux aussi référence à la crise.



Graphique n°02 : Présentation des cas de violations des droits humains selon 3 sources⁴



⁴ Points saillants de protection, août 2023 du Cluster Protection ; Rapport d'évaluation de la situation de protection dans le territoire de Kwamouth, du 16 juin au 15 août 2023_VIBOSA, et Rapports mensuels de veille humanitaire CDJP-ArchiKin.

Les Mobondo occupent les villages et s'accaparent les terres, biens et récoltes des populations. Les produits récoltés dans les champs servent à leur alimentation et une autre partie est évacuée pour être vendue. Dans les premiers mois de conflit, puis lors d'attaques sporadiques, nombre de maisons, écoles, centres et postes de santé et bureaux administratifs ont été détruits.

Les témoins oculaires affirment que les assaillants kidnappent des filles et femmes et les contraignent au mariage et/ou à l'esclavage sexuel. Il est fait état de viols et/ou d'assassinats de jeunes filles et femmes ayant voulu se rendre aux champs dans plusieurs localités.

Les jeunes hommes, dont plusieurs mineurs, sont victimes de recrutements forcés et violences en tout genre. Dans certains villages, les jeunes sont alignés par terre et reçoivent sur le bas du dos une vingtaine de coups du plat de la machette. D'autres se voient ligotés avec du fil de nylon ce qui provoque des paralysies.

La présence des miliciens provoque une psychose au sein des populations. Les Bateke se sentent particulièrement ciblés et s'éloignent des zones occupées par les Mobondo par crainte d'être éliminés. Des enfants ont vu leurs parents ligotés, battus et parfois décapités au cours des attaques.

Les violations des droits humains ne sont pas l'apanage des seuls Mobondo. Dans l'ensemble des territoires, nous avons reçu les témoignages de comportements inappropriés d'éléments des forces de sécurité. Ces derniers, venus instaurer la sécurité, rançonnent les populations à leurs barrières, limitent les mouvements des populations, arrêtent arbitrairement des citoyens, ravissent des femmes, pillent des villages, etc. Dans certaines localités le long de la RN-01, les tensions entre des éléments des forces de sécurité et la population sont visibles, incitant les jeunes du village à s'allier aux miliciens.

Témoignage d'un veilleur au Plateau des Bateke

« A Dumi, les éléments du GMI (Groupe Mobile d'Intervention) abandonnent leur mission principale qui est celle de sécuriser la population. Ils deviennent un autre problème pour cette population meurtrie et traumatisée par le conflit avec des arrestations arbitraires, des tirs de balle intempestifs en pleine journée et dans des endroits publics sans raison apparente, l'instauration de fortes amendes, des conflits de compétences avec l'administration locale, des excès de pouvoir, etc.

La population locale est fatiguée de telles pratiques. »

Témoignage d'un déplacé à Mbankana lors d'un groupe focus en octobre 2023

« Moi je vous dis que toutes nos femmes sont déjà prises par les FARDC, personne ici ne peut dire le contraire. Face à ça on n'a pas le choix. Si ma femme refuse, c'est moi qu'on fouette. Moi le matin je sors affamé, et le soir je viens trouver du poulet... Mieux vaut rentrer chez nous affronter les Mobondo plutôt que rester à Mbankana. »

Les barrières instaurées tant par les forces de sécurité que les miliciens, limitent grandement les déplacements entre les zones occupées et celles sous contrôle des FARDC. Leur passage nécessite le paiement d'un droit. Dans le Kwango, les miliciens deviennent aussi des coupeurs de route, rançonnent conducteurs et passagers, et réquisitionnent les véhicules pour leur propre transport et ceux des biens en leur possession. A chaque personne, ils demandent la carte d'électeur, comme document d'identité. Tout Teke ou Yanzi risque la mort. Les Mobondo

croisés sur la route peuvent détenir plusieurs centaines de milliers de francs congolais probablement issus du rançonnement de la population.⁵

3. Les conséquences humanitaires sectorielles



L'insécurité alimentaire dans ces territoires s'accroît. Des marchés jadis bien achalandés sont désormais peu fournis. Les vivres se font rares. Les prix flambent et les populations affaiblies par la crise doivent développer des mécanismes alternatifs pour nourrir leur famille⁶. Avec la diminution de la circulation de l'argent, le troc réapparaît. Les ménages déplacés privés de l'accès à leurs champs, principales sources d'alimentation et de revenu, se voient contraints d'offrir leurs services à la population hôte sous forme de main d'œuvre pour des travaux champêtres, transport de biens, fabrication de briques, aide-maçon, pour une somme dérisoire ou contre un peu de nourriture. Dans certaines zones d'accueil, les chefs de village ont autorisé les déplacés à travailler la terre, mais semences et outils font souvent défaut. Dans plusieurs localités nous constatons des collaborations forcées entre les populations et les miliciens ; contre le paiement d'un droit de passage valable une journée, les ménages peuvent aller récolter leur champ. Des taxi-moto ou propriétaires d'embarcations fluviales ou terrestres cèdent pour faciliter le transport des produits et biens pillés par ces miliciens, des commerçants coopèrent pour approvisionner les miliciens et leurs dépendants en produits de premières nécessités, des jeunes filles et femmes se prostituent⁷.



Le fonctionnement des **structures sanitaires** est fortement impacté par la crise. De nombreux agents sanitaires ont fui et les aires de santé ne sont plus ou que peu fonctionnelles dans des localités comme Salongo, Mfumuzale, Menkwo et Fadiaka dans la ZS de Kwamouth. Dans le territoire de Kwamouth et la commune rurale de Maluku 60% des structures sanitaires sont dans des zones sous occupation des miliciens⁸. Le renouvellement en stocks de médicaments s'avère complexe. Les référencement médicaux des cas avec complications vers des structures adaptées de prise en charge ne se font plus par manque d'accès. La ZS de Maluku II connaît régulièrement des attaques. La population de Mbankana s'est déplacée à plusieurs reprises, et l'Hôpital Général de Référence a été vidé de ses patients. L'Equipe Cadre de cette ZS a délocalisé les réunions de monitoring, qui se tiennent depuis plusieurs mois à N'Sele, une commune de Kinshasa.

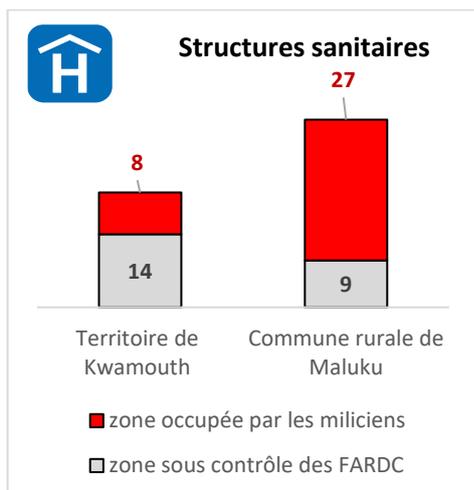
⁵ Déclaration du clergé diocésain de Popokabaka face au phénomène Mobondo dans une partie du diocèse, 03 septembre 2023

⁶ Etude de marché à Menkao et Bitu réalisée par Caritas International Belgique en partenariat avec la Diaconie Diocésaine et Caritas Congo ASBL, juillet 2023

⁷ Evaluation des besoins réalisée par Caritas International Belgique en partenariat avec la Diaconie Diocésaine, Caritas Congo ASBL et MAGNA, septembre 2023

⁸ Rapport de l'atelier sur l'analyse de la situation sécuritaire et humanitaire sur la crise du plateau de Bateke avec les structures ecclésiales – septembre 2023

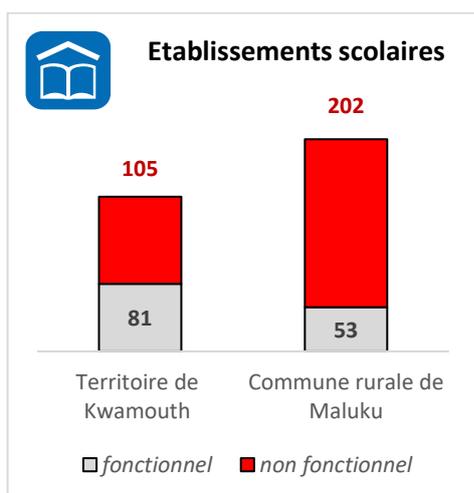
Graphique n°03 : situation des structures sanitaires⁹



Le centre de Santé St Gilbert à Dumi village dans la ZS de Maluku II, une zone au-delà des barrières des militaires, est désert (source : Veilleurs CDJP – septembre 2023)

La détérioration de la situation sécuritaire dans ces territoires compromet également l'éducation des enfants. Des milliers d'élèves déplacés n'ont pu intégrer les bancs scolaires dans leur milieu d'accueil au cours de l'année scolaire 2022-2023 faute de sécurité et moyens financiers. Dans les zones occupées, les écoles ont pour la plupart fermé leurs portes. Dans le territoire de Kwamouth et la commune rurale de Maluku, deux-tiers des établissements scolaires n'ont pu fonctionner normalement en 2022-2023 (cf. graphique ci-dessous). Des centres d'examen pour l'examen d'Etat, le TENASOSP pour les élèves de la 8^{ème} primaire et le TENAFEP pour ceux de la 6^{ème} primaire ont dû être délocalisés, et les élèves en provenance de ces zones n'ont pu tous se présenter. L'année scolaire 2023-2024 est de nouveau menacée. Les directeurs d'école et préfets d'instituts nous ont indiqué, au mois de septembre, avoir reçu très peu d'inscriptions, faute de moyens. Dans le territoire de Kwamouth, les écoles n'ont pas encore repris et la société civile a appelé les parents à boycotter la rentrée aussi longtemps que la sécurité ne sera pas assurée.

Graphique n°04 : fonctionnement des établissements scolaires pour l'année 2022-2023



EP Instio (Ecole Primaire) à Kwamouth cité avec les salles de classe provisoires pour accueillir les élèves IDPs (source : Diaconie – Janvier 2023)

⁹ Graphiques 3 et 4 : Rapport de l'atelier sur l'analyse de la situation sécuritaire et humanitaire sur la crise du plateau de Bateke avec les structures ecclésiales – septembre 2023

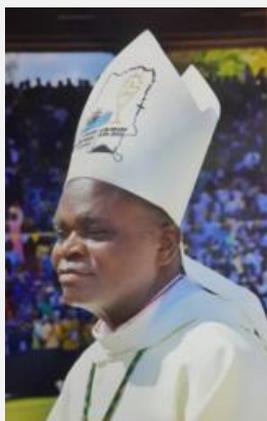
Des populations qui aspirent à un retour à la paix

Après plus d'une année de conflit, les populations de ces contrées n'aspirent qu'à une chose : le retour à la paix.

Les initiatives de réconciliation et paix du gouvernement central n'ont pas porté leurs fruits jusque-là et les positions des parties au conflit semblent difficilement conciliables à ce stade. Les Bateke, à l'image d'une délégation de notables venue rencontrer la MONUSCO au mois de septembre, déplorent l'absence de soutien devant ce qu'ils qualifient de 'génocide', demandent le retour des Tekes sur leurs terres, réclament justice et expriment leur désaccord avec le fait que les assaillants arrêtés soient intégrés dans les rangs de l'armée. Les leaders Mobondo pour leur part veulent garder les terres conquises qu'ils considèrent comme les leurs, et ne souhaitent pas voir le retour des Bateke.

Le temps est peut-être venu d'encourager les initiatives locales de paix, à l'image de l'appel ci-bas lancé par un membre de l'épiscopat congolais.

Témoignage de Mgr Bernard Marie Fansaka Biniama, Évêque de Popokabaka, sur la crise dans le Kwango, plus particulièrement dans les trois territoires de Kenge, Kasongo-Lunda et Popokabaka.



« J'appartiens à ce terroir dont les habitants sont des Bateke (propriétaire des terres depuis leurs ancêtres), les Bayansi (tribu voisine dont je suis ressortissant) et les Bayaka (anciens émigrants et accompagnateurs des missionnaires jésuites dans leur implantation à Wombali-Bandundu), je parle comme témoin privilégié de la base, visé à mort par les Mobondo et aujourd'hui en dialogue avec eux.

Je confirme ce que j'ai vu de mes yeux, entendu de mes oreilles, frissonné dans mon sang et mes entrailles avec mon peuple : tueries à la machette et armes à feu, viol jusqu'au mariage forcé, spoliations, etc.

Il est urgent d'accompagner la population meurtrie dans la réconciliation entre Mobondo et leurs victimes. Je suis en contact avec les Mobondo dans mon terroir et ils m'ont indiqué que la réconciliation est possible car eux aussi souhaitent rentrer dans la vie sociale qu'ils redoutent après les atrocités contre leurs parents et voisins. »

L'évêque invite les bonnes volontés à soutenir l'organisation d'un sommet inclusif tenant compte de toutes les forces sociales, politiques et religieuses. Ce dernier débiterait par la réconciliation entre les Mobondo entre eux et avec les autres Bayaka dans un premier temps dans la province du Kwango, puis entre Bateke et Bayaka du Plateau des Bateke, et enfin entre Bateke et Mobondo d'une manière générale.

Nos recommandations sont :

Aux autorités congolaises de...

- Assurer la **protection, l'accès aux services de base et la sécurité des populations dans les zones affectées** par ce conflit.
- Garantir un **accès durable et sans entrave des acteurs humanitaires aux populations** dans ces mêmes zones.
- **Former les forces de sécurités congolaises déployées (FARDC, GR, GMI, PIR) sur les droits humains** (dont les violences sexuelles) et sanctionner tout abus.
- Mener un **scrutin transparent, crédible et pacifique lors des prochaines élections en décembre 2023**, notamment en ayant une vigilance renforcée aux risques de violences accrues dans les zones affectées par la crise comme à l'Ouest (Kwamouth) ou à l'Est de la RDC.
- Faciliter un **dialogue ouvert, inclusif et crédible avec et entre les différentes communautés affectées** afin de rétablir la cohésion sociale, de promouvoir le vivre-ensemble et de faciliter le retour d'une paix durable dans les zones en conflit, notamment en construisant des collaborations avec la société civile, les acteurs de paix et en se basant sur les initiatives locales/nationales existantes.

Aux acteurs humanitaires et de la société civile de...

- Se mobiliser pour assurer dans le meilleur délai un **accès aux services de base (logement, alimentation, santé, éducation, etc.) aux populations affectées** et garantir la protection des plus vulnérables.
- S'engager dans les négociations avec les chefs de milices, les forces de sécurité et les autorités congolaises pour un **accès humanitaire durable et sans entrave aux populations dans les zones affectées**.
- **Monitorer l'insécurité alimentaire grandissante liée à la crise** et l'accès difficile aux champs, dont leur impact sur la malnutrition et les revenus des paysans.
- Poursuivre et renforcer la **coordination entre les réponses humanitaires, de paix et de développement**.
- Renforcer et relayer le **rapportage des violations des droits humains et du droit humanitaire** auprès des autorités congolaises et de l'ONU, afin que des enquêtes soient menées de manière indépendante et systématique.

Aux bailleurs internationaux de...

- **Financer et soutenir les actions des organisations humanitaires locales**, notamment par des programmes flexibles et multi-annuels.
- Explorer la possibilité de **mobiliser des bailleurs « nexus » et de développement**, en identifiant ensemble les obstacles et les opportunités liées à leur contribution à une réponse durable et holistique.
- **Soutenir des initiatives de rapportage des violations des droits humains et du droit humanitaire international**, afin que des enquêtes soient menées de manière indépendante et systématique.

Aux acteurs des Nations unies de...

- **Renforcer la coordination des actions humanitaires** par le biais du système du relais humanitaire.
- **Analyser et rendre visibles les causes, l'impact et les besoins humanitaires** liés à cette crise.
- Mettre en place un **réel monitoring indépendant et systématique des violations des droits humains et du droit humanitaire** dans les provinces affectées, notamment par l'intermédiaire du Bureau conjoint des Nations Unies pour les droits de l'homme en République démocratique du Congo (BCNUDH).
- S'assurer que le **Groupe d'experts d'internationaux renforce leur suivi** de cette crise et des violations qui en découlent.
- Appuyer les initiatives des acteurs humanitaires sur les **négociations de l'accès humanitaire**.